

Enfin, les conséquences de l'inflation sont également directement sensibles au niveau de la dépense publique ; les crédits budgétaires sont votés en francs courants et leur contrepartie réelle est d'autant plus faible que la hausse des prix est forte. L'inflation aggrave donc les effets de la politique de stabilisation des dépenses publiques : par exemple, en moyenne annuelle les investissements de l'Etat ont crû de 3,6 % (à prix constants) de 1968 à 1972 (pour 14,4 % de 1962 à 1967).

II. Tendances de la conjoncture récente et perspectives pour 1973.

► A) Les informations et les enquêtes conjoncturelles récentes permettent de définir les tendances suivantes de la situation économique.

1. La phase basse du cycle d'accumulation amorcée en 1971 ne se marque par aucun ralentissement sensible de croissance de la production industrielle.

* Malgré nombre de prévisions catastrophistes, qui annonçaient que la politique protectionniste américaine marquerait la fin de l'expansion en Europe, les échanges internationaux continuent à croître vigoureusement, le capital français s'y taille une part appréciable. 1972 a même été une année exceptionnellement favorable pour les secteurs exportateurs (la croissance des exportations à prix constant est d'au moins 12 % environ pour 9,5 % en 1971).

* De même, la consommation privée, soutenue par des revenus nominaux élevés, a continué à croître à un rythme vigoureux. A la rentrée une nette reprise conjoncturelle s'est dessinée dans le secteur des biens durables (automobiles notamment). Le rythme de la hausse des prix ne peut d'ailleurs qu'encourager à la dépense...

* Enfin, les entreprises industrielles ont révisé en hausse des projets d'investissements relativement pessimistes à la fin de 1971 : la facilité du recours au crédit, les hausses de prix et les perspectives favorables des débouchés ont joué en ce sens. La seconde moitié de 1972 enregistre une reprise sensible des investissements productifs.

Au total, une croissance soutenue de la production a été possible en 1972 et s'annonce pour les mois qui viennent : l'indice de la production industrielle évoluera sans doute de près de 6-7 % sur l'ensemble de l'année. En revanche, les caractéristiques de cette croissance, conformes à celles observées sur l'ensemble de la période, n'autorisent aucune amélioration de l'emploi : l'essentiel de la production supplémentaire est acquis par des gains de productivité (plus de 5,5 %) et compte tenu de la poursuite de fortes baisses contractuelles de la durée du travail, les effectifs salariés ne s'accroissent que très peu (1,7 % ?).

Ceci contribue à expliquer la poursuite de l'aggravation du chômage : les demandes d'emploi non satisfaites ont continué à croître tout au long de l'année passant de 350 000 unités en septembre 1971 à 394 000 en septembre dernier (chiffres auxquels il faut ajouter les bénéficiaires de la « pré-retraite » ce qui le porte à 413 000).

2. Les déséquilibres qui menacent la reproduction élargie du capital semblent cependant s'être accusés dans la période récente.

Un des signes en est la réapparition de tensions dans l'utilisation de l'appareil productif. Malgré la forte accumulation productive réalisée depuis 1968, l'industrie présente à nouveau certaines difficultés tenant aux limites des capacités de production installées, à satisfaire l'expansion de la demande intérieure et des débouchés extérieurs. Les « goulots de production » au niveau de l'équipement productif qui connaissent une détente relative par rapport au niveau très élevé atteint en 1969, marquent à nouveau (depuis la mi-1972) une tendance à la hausse. Le capital constant disponible s'avère notamment souvent insuffisant dans les secteurs industriels exportateurs ou fabricants de biens de consommation.

C'est là un indicateur conjoncturel d'une difficulté plus durable pour le capitalisme français à imposer un partage du produit social entre salaire et profit conforme à ses besoins d'accumulation et à une croissance équilibrée des deux secteurs de l'économie. On donnera quelques indices portant sur l'ensemble de la période :

— Les prix unitaires à la production ont dans la période récente crû à un rythme voisin de celui du coût salarial par unité produite.

	1968	1969	1970	1971
Prix - production	104,1	108,4	105,2	104,1
Coût salarial unitaire...	103,1	107,4	105,2	105,1

Malgré l'inflation et les gains de productivité, il est donc probable que les résistances sociales à une aggravation du taux d'exploitation ont été suffisamment fortes pour que le partage salaires/plus value ne soit pas déplacé significativement au cours de la période récente en faveur du profit.

— La part de l'investissement industriel financée sur ressources propres des entreprises industrielles (et non endettement bancaire) a décru régulièrement depuis 1968, notamment dans les secteurs les plus exportateurs.

Taux d'autofinancement des investissements.

	1968	1969	1970	1971
Ensemble de l'industrie	112	109	97	87
Branches fortement exportatrices	119	112	86	82